



Juan Guaidó, président du parlement dominé par l'opposition, s'est autoproclamé mercredi "Président" par intérim du Venezuela, immédiatement reconnu par Washington.

FEDERICO PARRA/AFP

## 3 QUESTIONS À



D.R.

### Xavier Dupret

Économiste de la Fondation Jacquemotte, spécialiste du Venezuela.

### 1 Quels sont les principaux chiffres macroéconomiques à retenir pour le Venezuela aujourd'hui ?

Il y en a deux qui sont essentiels. D'abord, celui de la production pétrolière. Comme dans toute l'Amérique latine, l'appareil statistique est un problème au Venezuela. Mais on dispose des chiffres de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole), qui indiquent que le Venezuela a produit 1,7 million de barils/jour en octobre 2018, soit une baisse de 3,3 % par rapport à septembre 2018 et de près de 40 % par rapport à 2017. Or le pays tire la quasi-totalité de ses ressources de l'or noir. Le second chiffre à retenir est celui de l'hyperinflation : 80 000 % en 2018, selon le magazine "Forbes", qui citait un spécialiste – appartenant au Parti républicain des États-Unis – de l'hyperinflation, le P<sup>r</sup> Steve Hanke, de l'Université de Baltimore.

### 2 Quelles sont les principales causes de cette crise économique ?

D'abord, l'appareil de production du pétrole est très endommagé, faute d'entretien et d'investissements. Non parce qu'il est aux mains de l'État – au Venezuela, le pétrole est nationalisé depuis les années 1970 – mais parce que l'entreprise nationale PDVSA est, comme la brésilienne Petrobras, un État dans l'État. Quand Chavez a voulu

que PDVSA finance ses réalisations sociales, il s'est heurté à la résistance des cadres, habitués à faire comme ils l'entendaient, et qui sont partis. Le nouveau management n'a pas été à la hauteur, ce qui a entraîné une baisse de la production de pétrole, couplée à la chute des cours mondiaux. Enfin, les sanctions américaines contre Caracas entravent les efforts vénézuéliens pour se financer sur les marchés internationaux et ont poussé les autorités à recourir à la planche à billets, ce qui était le but recherché par Washington.

### 3 Quels sont les scénarios possibles aujourd'hui ?

Les États-Unis ont décidé de mettre le régime KO, ce qui est très risqué. Il y a, dès lors, deux scénarios prévisibles. Dans le premier, l'opposition réussit à créer assez de désordre pour que les États-Unis interviennent militairement – comme Donald Trump a déjà menacé de le faire. Il y aura des résistances et un risque de guerre civile. La production pétrolière ralentit encore et les productions locales se raréfient. Le pays mettra des années à s'en sortir. L'autre scénario est une répression de l'opposition par l'armée et une rupture plus nette avec les États-Unis, ce qui isole partiellement le Venezuela – qui rejoint Cuba et la Bolivie parmi les pays n'ayant plus de relations avec Washington. Les États-Unis décrètent un embargo sur le pétrole vénézuélien. Comme la Chine et la Russie ont l'air de soutenir Maduro, on pourrait aller vers une reprise en main de PDVSA par des cadres chinois et/ou russes. Il ne faut pas oublier que le Venezuela est le pays au monde qui a le plus de réserves pétrolières. Dans les deux cas, l'avenir est sombre. On ne sort pas de la situation chaotique que connaît le Venezuela aujourd'hui pour retrouver l'harmonie en deux temps, trois mouvements. On est bien partis pour une période "musclée".

MFC

## Portrait

### Le "Président" autoproclamé Guaidó

**Juan Guaidó, 35 ans**, est un homme séduisant, devenu le 5 janvier dernier président du Parlement légal (écarté par le régime Maduro parce qu'il est acquis à l'opposition depuis les législatives de décembre 2015). Il s'est autoproclamé mercredi "Président" par intérim du Venezuela.

### Né dans un milieu populaire,

Juan Guaidó a une formation d'ingénieur industriel. En 2007, il prend part aux manifestations étudiantes contre Hugo Chavez. En 2009, à l'âge de 26 ans, il participe à la création du parti Voluntad Popular, dirigé par Leopoldo Lopez, un homme politique qui avait participé au putsch de 2002 contre Hugo Chavez – finalement raté – soutenu par Washington et l'Espagne d'Aznar.

**Il est élu député** de son État natal de Vargas, en décembre 2015. MFC